

Au Mali, la CAD Mali (Coalition des Alternatives Dette et Développement) organise, depuis 2001, un contre G8. La question de la dette et des relations franco-africaines fait partie de ses préoccupations premières.

Au Tchad, le Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation regroupe des organisations qui militent depuis 2002 pour obtenir des conditions favorables à la pacification et à la démocratisation de leur pays. Le Comité suit de près l'évolution des relations diplomatiques et militaires entre la France et le Tchad et participe à des actions de plaidoyer menées auprès des autorités françaises et européennes.

La coalition internationale « Publiez ce que vous payez ! », lancée en 2002, compte aujourd'hui plus de 300 ONG regroupées dans des plates-formes nationales (dont une dizaine en Afrique) qui militent pour que les compagnies extractives publient leurs revenus de façon systématique et transparente et suivent la mise en œuvre du projet IETI (Initiative de transparence des Industries Extractives).

En France, le Collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger » se bat pour dénoncer l'exploitation de mines d'uranium par la multinationale Areva dans l'un des pays les plus pauvres du monde.

Au plus près des résistances africaines, l'association **Survie** effectue un travail important d'investigation, de sensibilisation, de plaidoyer et de relais des mobilisations des mouvements africains. Pour rénover les relations franco-africaines, Survie travaille aux côtés d'une dizaine d'ONG françaises au sein de la **Plate-forme citoyenne France-Afrique**, créée en juillet 2007.

Mobilisations et résistances

L'association Survie demande aux élus, décideurs et partis politiques de s'engager à :

Instaurer un contrôle parlementaire sur la politique étrangère de la France

- Instauration d'un contrôle parlementaire permanent sur la coopération militaire
- Publication des accords de défense (passés et présents)
- Clarification des prérogatives entre la Présidence de la République, le Ministère des Affaires Étrangères et le Ministère délégué à la Coopération en matière de politique extérieure
- Instauration d'un avis conforme du Parlement sur les contrats de ventes ou de fournitures d'équipements militaires de fabrication française
- Remise aux Commissions des Affaires étrangères du Sénat et de l'Assemblée nationale, par le Ministère des Affaires étrangères, d'un rapport annuel sur la coopération française en matière culturelle, technique et budgétaire

Suspendre le soutien aux dictateurs

- Élaboration d'une nouvelle politique de coopération fondée sur la lutte contre la pauvreté, la défense des droits humains et l'accès de tous aux biens publics
- Suspension de la coopération dans les secteurs régaliens avec les pays qui bafouent les droits humains ou ne procèdent pas d'une élection démocratique et/ou mise en place d'un « service diplomatique minimum »
- Suspension de la coopération militaire avec les forces armées non républicaines
- Fermeture des bases militaires permanentes en Afrique hormis celles prévues dans le cadre du programme de Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECAMP) Suppression des missions d'observation électorale de la France dans les pays africains, hors mandat international

- Intégration, dans les programmes européens d'appui à la bonne gouvernance, de projets d'appui aux processus électoraux

- Octroi d'une Aide Publique au Développement sous des formes garantissant totalement la finalité de cette aide

- Restitution par la France et par les États européens des biens mal acquis par les dictateurs aux pays spoliés

- Remise en cause du franc CFA, qui favorise l'évasion des capitaux et la sujétion des politiques économiques des États africains

Créer une commission d'enquête parlementaire sur le rôle de la France au Rwanda

- Demande de création d'une commission d'enquête afin de prolonger les travaux de la mission d'information de 1998 sur l'implication de la France dans le génocide rwandais de 1994

Pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente



SURVIE
210, rue Saint-Martin
75003 PARIS
<http://survie.org>
01 44 61 03 25
contact@survie.org

Sortir de l'impasse françafricaine est nécessaire !

Les problèmes de développement de nombreux pays africains résultent majoritairement de facteurs politiques. La relation entretenue par la France avec son « pré carré » francophone et notamment avec une douzaine de régimes dictatoriaux en est l'illustration. En effet, la « Françafrique » et sa nébuleuse d'acteurs privés et publics, de réseaux affairistes (multinationales, services secrets, mercenaires), contribuent de façon déterminante à la prédation des ressources africaines et à la déstabilisation politique de régions et de pays entiers, au profit d'une minorité d'acteurs et au détriment de tous les autres : des Africains dont on pille les richesses et des Français dont les impôts sont utilisés à des fins néfastes. Cette relation est en flagrante contradiction avec le discours officiel de la France sur la défense des droits de l'Homme et l'aide apportée à l'Afrique.

Des pratiques de domination néo-coloniales...

Ces pratiques héritées de la colonisation ont prospéré tout au long de la V^{ème} République et ont survécu à toutes les alternances politiques.

Les exemples abondent et l'actualité récente a mis en avant un certain nombre de cas où l'ingérence française a été pointée du doigt et vigoureusement dénoncée par la société civile et parfois par les instances internationales. En avril 2005 au Togo, c'est avec l'appui français que le fils du dictateur Eyadéma a pu succéder à son père, à l'issue d'une élection truquée des plus caricaturales, suscitant des réactions anti-françaises. La France continue de soutenir économiquement et diplomatiquement ce régime. Dans certains cas, le soutien est militaire, à l'image du Tchad d'Idriss Déby, comme en 2006 et 2008, où l'intervention de l'armée française a suffi à tenir en échec des rébellions armées et a permis à un régime exsangue et contesté par son peuple de se maintenir. Les pratiques de prédation et de pillage des ressources naturelles par les grandes entreprises françaises en Afrique (Areva, Bolloré, Total, Bouygues...) contribuent à ancrer la domination néocoloniale de la France.

Avant d'en arriver à des situations extrêmes (conflits, évacuation de ressortissants français), il est important que les citoyens se saisissent de cette question qui les interpelle à différents titres :

–la Françafrique est la négation de la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme, car elle repose sur le

maintien de régimes dictatoriaux et répressifs, qui empêchent toute émergence démocratique,

–la Françafrique est aussi la négation de la participation citoyenne et de l'affirmation de la société civile car elle résulte de décisions prises sans la moindre transparence par les plus hautes sphères de l'État, sans concertation ni contrôle parlementaire ou citoyen.

...de plus en plus contestées

Ces relations néocoloniales sont en décalage avec les mouvements citoyens africains et français qui s'organisent pour dénoncer ces abus et mettre en place des alternatives.

Depuis les années 90, les aspirations démocratiques des populations africaines ont permis à certaines d'entre elles de réussir à décrocher un changement de régime (Mali, Sénégal, Madagascar), sans l'aval de la France. Avec l'essor du mouvement altermondialiste, des passerelles se créent et des mobilisations conjointes émergent entre les continents, sur la question de l'annulation de la dette ou la transparence de l'exploitation des revenus pétroliers, à l'exemple de la coalition *Publiez ce que vous payez!*, lancée par des ONG européennes et aujourd'hui relayée dans de nombreux pays africains producteurs de pétrole.

En 2005 et 2007, des dizaines d'organisations françaises et africaines se retrouvaient en marge du Sommet des chefs d'État franco-africains, pour dénoncer la Françafrique. Ces Sommets alternatifs citoyens France-Afrique ont permis d'aborder collectivement l'ensemble des problèmes posés par l'ingérence de la France sur le continent africain.

Les promesses de rupture qui ont accompagné l'élection présidentielle de 2007 ont très vite été déçues : les liens étroits entretenus par Nicolas Sarkozy avec des chefs d'états africains emblématiques de la Françafrique, comme Omar Bongo à la tête du Gabon depuis plus de 40 ans, le très controversé discours tenu à Dakar en juillet 2007 sur « l'homme africain », ou encore l'éviction de Jean-Marie Bockel, secrétaire d'État à la Coopération ayant voulu « signer l'acte de décès de la Françafrique »... sont autant de signes d'une continuité dans la pratique des relations franco-africaines.

Contre le néo-colonialisme et pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente, nous demandons, au gouvernement français de cesser immédiatement tout soutien officiel et officieux aux régimes et/ou gouvernements qui bafouent les droits humains et l'État de droit, de soumettre sa politique étrangère au contrôle parlementaire, de rendre sa diplomatie et sa politique commerciale cohérente avec ses engagements de solidarité internationale, enfin de réaffirmer et mettre en pratique la primauté du droit international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à valeur contraignante pour les États, les entreprises et les individus.

Survie demande que la politique extérieure de la France soit soumise aux règles élémentaires du contrôle démocratique et invite les citoyens français à interpeller leurs élus pour que ces derniers jouent pleinement leur rôle.

Mobilisons-nous !

L'association Survie milite depuis 20 ans pour une réforme radicale de la politique de la France en Afrique. Initiée en 1984 pour augmenter et rendre plus efficace l'aide publique au développement, la campagne de Survie a réussi à mobiliser en 1993 les deux tiers des députés français sur une proposition de loi en ce sens. Celle-ci n'a cependant jamais été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. L'association Survie a depuis lors travaillé sur les causes politiques qui nuisent au développement des pays du Sud (expertise sur les réseaux de la Françafrique, sensibilisation du public et des médias, interpellation des élus et des décideurs).

Survie a également initié un travail de conceptualisation et de promotion des biens publics mondiaux (<http://bpem.survie.org>) et a créé en 2007 avec 10 autres organisations (dont ATTAC, le Secours Catholique et le CCFD Terre Solidaire, Oxfam France Agir Ici, Peuples Solidaires...) la plate-forme citoyenne France Afrique. Survie est aussi membre, avec 25 ONG et syndicats, de la plate-forme Dette & Développement (www.dette2000.org) qui milite pour le désendettement des pays du Sud et la responsabilisation des prêteurs.

Soutenez Survie !

Pour exprimer votre désaccord envers les collusions de la France avec les pires dictatures et promouvoir le respect de la démocratie, du droit à l'autodétermination des peuples et des biens publics en France comme dans le monde, rejoignez les 1600 adhérents de l'association et l'un de nos 24 groupes locaux et encouragez une information indépendante, critique et alternative.

Apportez un soutien financier aux campagnes de l'association car Survie fonctionne grâce aux cotisations de ses membres, aux dons et subventions de particuliers ou de fondations, ainsi qu'aux droits d'auteurs et recettes des ventes de ses publications. Elle ne bénéficie d'aucune subvention des pouvoirs publics et refuse tout don de parti politique, d'églises ou de syndicat pour garantir son indépendance.

Pour nous rejoindre : contact@survie.org ou visitez notre site : <http://survie.org>

Pour en savoir plus :

François-Xavier Verschave : *La Françafrique* (Stock), *Noir Silence* (les Arènes), *De la Françafrique à la Mafiafrique* (Tribord)

Guillaume Olivier : *L'aide publique au développement (un outil à réinventer)* (éditions Charles Léopold Mayer)

Damien Millet : *L'Afrique sans dette* (Syllepse)

Les *Dossiers noirs de la politique africaine de la France* (Agone) publiés par Survie et Oxfam France Agir Ici

Les brochures Survie : *La France coloniale d'hier et d'aujourd'hui*, *Les biens mal acquis des dictateurs africains*

Le bulletin mensuel *Billets d'Afrique et d'ailleurs*. Retrouvez les anciens numéros sur <http://billetsdafrique.survie.org>



Officines et réseaux de la Françafrique

La cellule africaine de l'Élysée et le COS (Commandement des Opérations Spéciales) sont directement reliés au Président de la République et agissent en dehors de tous les circuits démocratiques.

Les principaux services secrets français sont la DGSE (contre-espionnage), la DST (surveillance du territoire), la DRM (renseignement militaire) et la DPSD (sécurité militaire), des membres de celle-ci s'étant illustrés dans le trafic d'armes et le recrutement de mercenaires. En France le fonctionnement et le financement de ces services restent opaques, sans suivi ni contrôle.

Les réseaux politico-affairistes : les réseaux De Gaulle, Mitterrand, Pasqua, Chirac ont beaucoup participé au financement occulte de partis politiques français. Certains hommes politiques français disposent encore de réseaux personnels plus ou moins importants sur le continent africain, comme Nicolas Sarkozy, héritier des réseaux Pasqua (Hauts-de-Seine).

Les réseaux francs-maçons : un grand nombre de personnalités économiques, politiques, financières et médiatiques en font partie. Une des obédiences, la Grande Loge Nationale de France (GLNF), a initié progressivement la plupart des dictateurs français (Bongo, Sassou Nguesso, Biya, Déby, Campaoré...).

De la Françafrique à la Mafiafrique : dans un contexte de concurrence internationale exacerbée entre grandes puissances, la criminalité financière et économique internationale (russe, israélienne, libanaise, chinoise, américaine) convoite à son tour le continent africain drainant un cortège de marchands d'armes, intermédiaires, spéculateurs, trafiquants, blanchisseurs d'argent, etc.

Le Franc CFA

1945 : création du franc des Colonies Françaises d'Afrique, ayant une parité avec le franc français

1958 : le franc CFA devient le franc de la Communauté Française d'Afrique

1960 : il prend le nom de franc de la Communauté Financière Africaine pour l'UEMOA, franc de la Coopération Financière d'Afrique centrale pour la CEMAC, et le franc comorien pour l'Union des Comores

1963 : assassinat du président togolais Sylvanus Olympio souhaitant rompre avec les relations néocoloniales françaises et créer une monnaie autonome

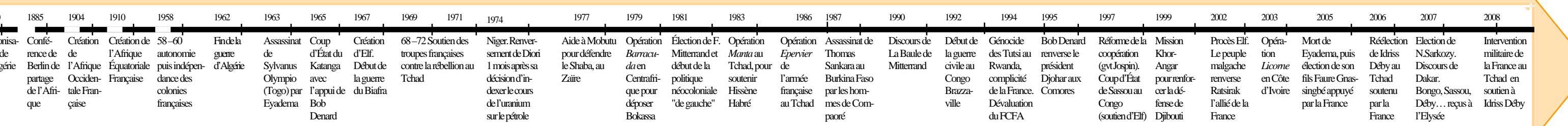
1993 : fin de la convertibilité des billets aux guichets de la banque de France

Janvier 1994 : dévaluation de 50% du franc CFA, très mal ressentie par les populations africaines

1999 : l'euro remplace le franc français, l'arrimage est maintenu par un taux de change fixe avec l'euro garanti par la Banque de France

2006 : l'arrimage du franc CFA maintient toujours une tutelle sur la monnaie de 15 États africains et une dépendance aux aléas et à la politique monétaire européenne.

Quelques dates



La France en Afrique

Officiellement :

- Des discours « pro démocratie »** : discours de La Baule de F. Mitterrand en 1990 (aide conditionnée à la bonne gouvernance) ; déclaration de J. Chirac lors du sommet France-Afrique de 2003 à Paris (fin de l'impunité pour les dictateurs) ; Discours du Cap de N. Sarkozy en fev. 2008 (réforme de la présence militaire de la France en Afrique)...
- Des discours « pro aide »** : assistance économique via l'Aide Publique au Développement

En réalité :

- Soutien aux dictatures : complicité directe** (fournitures d'armes, de mercenaires, de soldats, validation ou soutien d'élections truquées) **ou indirecte** (silence qui vaut consentement, appui diplomatique)
- Maintien de l'Afrique dans la dépendance** : aide militaire, maintien du franc CFA, dette odieuse...
- Implication directe dans certains conflits post-coloniaux** : guerre du Biafra (1967-1970), génocide des Tutsi au Rwanda (1994), Côte d'Ivoire (2004), Tchad, Comores ; ou **indirecte** via le mercenariat (Madagascar 2002)
- Rôle des multinationales françaises dans le pillage du continent, le maintien de relations clientélistes, la déstabilisation politique et militaire** (Elf au Congo, en Angola, Bolloré en Côte d'Ivoire...)

Le "Pré carré" français



Dictateurs soutenus par la France

- Abdelaziz Bouteflika – Algérie
- José Eduardo Dos Santos – Angola
- Blaise Compaoré – Burkina Faso
- Paul Biya – Cameroun
- François Bozizé – Centrafrique
- Denis Sassou Nguesso – Congo Brazzaville
- Omar Guelleh – Djibouti
- Omar Bongo – Gabon
- Lansana Conté – Guinée
- Obiang Nguema – Guinée équatoriale
- Mouammar Khadafi – Libye
- Idriss Déby – Tchad
- Faure Gnassingbé – Togo
- Zine Ben Ali – Tunisie etc.

Aide Publique au Développement, une enveloppe « fourre-tout » :

En 2007, l'APD française a connu une forte baisse, puisque son ratio a diminué de 0,47% du PIB en 2006 à 0,39%. L'enveloppe de 7,2 milliards d'euros allouée au titre de l'APD en 2007 inclut :

- le montant des annulations de dette à hauteur d'un tiers de l'enveloppe totale de l'aide publique au développement (2,6 Mds € en 2005)
- les projets destinés à la promotion de la francophonie et au rayonnement culturel de la France à l'étranger (15 à 20% de l'aide bilatérale française)
- l'écolage (aide aux étudiants étrangers en France) à hauteur de 600 millions € par an
- les coûts relatifs à l'accueil des réfugiés et de reconduite à la frontière (4 à 500 millions par an)

En définitive, moins de 10% de la part de l'aide française bilatérale est allouée aux services sociaux de base (accès à l'eau, santé, éducation...)

Coopération militaire

Forces françaises pré-positionnées à l'étranger : (en hommes)

- Sénégal : 1200 en 2006
- Côte d'Ivoire entre 500 et 800 ; Licome : 1800
- Gabon : 840
- Djibouti : 2870
- Tchad (opération Épervier) : 1100

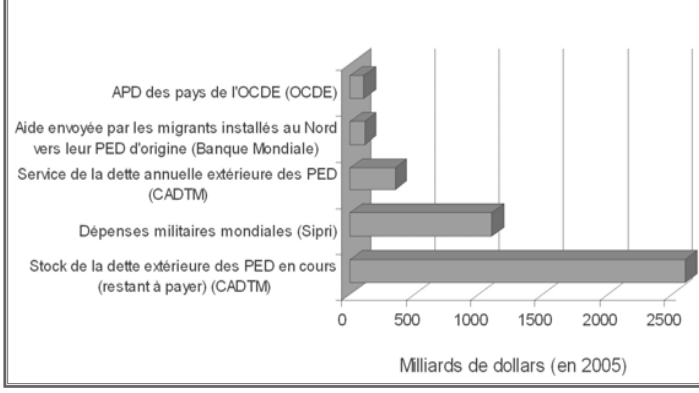
Coopération militaire française : 74 millions € avec 282 coopérants et 134 projets

Exportation d'armes de la France en Afrique : 30 Mds€ entre 1996 et 2003 (entreprises : Dassault, Lagardère...)

France = 4ème exportateur d'armes mondial
 En 2006, les livraisons d'armement se sont élevées à 4,03 milliards d'euros, et les commandes à 5,74 milliards (3,87 milliards d'exportations en 2005 et 7,37 milliards en 2004, année faste).

Les milliards de l'APD, une goutte d'eau ?

Comparé à d'autres indicateurs économiques tels que la dette des pays en développement (PED) ou les dépenses militaires mondiales, le volume financier de l'Aide Publique au Développement reste très faible.



L'Europe : un camouflage pour la Françafrique ?

Le Fond Européen de Développement (FED) en augmentation :

- la Commission européenne prend donc de plus en plus d'importance en volume par rapport aux aides bilatérales des États membres
 - 1/10ème du FED bénéficie aux 77 pays Afrique Caraïbes Pacifique en s'élevant à près de 25 milliards d'euros pour la période 2008-2013

et entre ces dernières et les États membres.

- l'aide budgétaire est de plus en plus encouragée alors qu'elle contribue, lorsqu'elle est allouée à des pays gouvernés par des régimes corrompus, illégitimes voire criminels, à renforcer ces potentats en place.

Le « pré-carré » francophone : un monopole féroce défendu par la France :

- sur le plan diplomatique par exemple, alors que le Parlement européen a dénoncé les processus électoraux au Togo, en avril 2005, ou au Tchad, en avril 2006, ces mêmes processus étaient cautionnés par le Commissaire européen au Développement Louis Michel, sous la pression française.

- dans le domaine militaire, la France intervient de plus en plus sous mandat de l'ONU (« Turquoise » au Rwanda en 1994 ; « Licorne » en Côte d'Ivoire depuis 2004), ou en impliquant d'autres partenaires européens (Eufor-RDC en 2006, Eufor-Tchad - République Centrafricaine en 2008) qui ne rechignent pas trop pour lui laisser la direction des opérations.

- la diplomatie militaire de l'Union Européenne est d'ailleurs présidée par le général Bentégeat (actuel chef d'État major des armées françaises) depuis mai 2007.

Souvent vanté par la diplomatie française, le cadre d'intervention européen mérite donc d'être précisé, rendu plus démocratique et surtout plus transparent.